



Perpignan, le 7 juin 2016

M. Manuel Valls
Premier Ministre
Hôtel de Matignon
57, rue de Varenne
75700 Paris

MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE, NE NOYEZ PAS LE PAYS CATALAN

Monsieur le Premier ministre,

la réforme territoriale engagée par votre gouvernement est nécessaire face aux archaïsmes administratifs. Sachant que la plupart de départements devront disparaître inéluctablement, j'attire votre attention sur le Pays Catalan de France, qui vous est familier. Ce territoire est manifestement pertinent et cohérent, de l'avis communément admis par ses habitants, anciens et nouveaux.

Dans le cadre d'un vote organisé par la région « Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées » au sujet de son nom définitif, l'appellation « Occitanie-Pays Catalan » a été ajoutée à la hâte, par crainte de remontrances à Perpignan. Au final, cette dénomination géographique pourrait être éliminée au profit d'une terminologie géographique de type « Pyrénées Méditerranée », alors que nul ne doute de la réalité identitaire du Pays Catalan. Mon devoir est de vous exposer le danger visant ce territoire doté d'une culture et d'un caractère forts. Car sa disparition en tant que département, à l'horizon 2020-2021 comme recommandé par la Commission Attali, serait une catastrophe sociale. Balayer les Pyrénées-Orientales d'un trait de plume constituerait un acte public contre une dynamique démographique, un ensemble de terroirs en synergie et un creuset culturel reconnu.

Depuis leur annexion à la France, **les terres catalanes du Nord n'ont jamais cessé de s'incarner dans notre pays**, sous forme de Conseil souverain en 1659, de Conseil général en 1790 puis de Conseil départemental depuis 2015. Mais le statut institutionnel dont nous disposons depuis des siècles est hautement menacé.

Monsieur le Premier ministre, je sais votre attachement à nos terres, qui ont toute leur place dans la République. Je vous sais sensible à la décentralisation réelle, aux libertés locales, aux cultures et aux langues régionales. A ce titre, je vous engage à mener une action forte envers le Pays Catalan, dont la pérennité serait garantie par un statut de Collectivité Territoriale Unique inspiré du Grand Lyon ou de la Corse.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de ma très haute considération.

Jordi VERA, Président de Convergence Démocratique de Catalogne